

Les socialistes européens croient à leur grand retour

AVEC François Hollande, les socialistes se sentent pousser des ailes. Dans le passé, ils avaient échoué à changer l'UE. Feraient-ils mieux demain ?

Le biotope de Herman Van Rompuy est très instable. Depuis qu'il a été choisi pour présider le Conseil européen, en novembre 2009, la moitié des 27 chefs d'Etat ou de gouvernement de l'Union sont passés à la trappe. Et ce sont surtout des socialistes, et non les moindres, qui ont sans gloire été remerciés par leurs électeurs. Aujourd'hui, seule la Slovaquie est gouvernée par des socialistes, sous la houlette du Premier ministre Robert Fico. Trois autres Premiers ministres socialistes siègent au Conseil européen, dont Elio Di Rupo, mais ils dirigent des coalitions assez hétéroclites. Les socialistes ne sont par ailleurs que 6 sur 27 à la Commission européenne, et 190 sur 754 au Parlement européen (groupe des « socialistes et démocrates »).

La reconquête aurait toutefois commencé ! La victoire annoncée de François Hollande, le 6 mai, va renverser la tendance, se félicite-t-on dans les milieux socialistes européens, d'autant que la lassitude est grande en Europe face à l'austérité et aux diktats du couple « Merkozy ». Les Grecs, qui votent eux aussi le 6 mai, s'attendent à un « effet Hollande ». Evangelos Venizelos, le chef du parti socialiste Pasok, a notamment écrit au candidat socialiste français : « Certains croient que le temps de l'idéologie et de la politique est révolu et que nous nous trouvons définitivement dans l'ère de la simple gestion. Mais cette simple gestion ne conduit nulle part, seulement à l'impasse et au recyclage de la crise. » Dans les prochaines semaines, ce sera au tour des Néerlandais d'aller aux urnes. En 2013, l'Allemagne et l'Italie – deux gros morceaux – voteront également.

Les socialistes européens sont-ils prêts, cependant ? S'il est porté à l'Elysée, François Hollande va se faire

« Mme Merkel était au volant, M. Sarkozy essayait de faire marcher le GPS et M. Cameron lisait Agatha Christie à l'arrière »

Quant à l'avenir à long terme, il dépendra aussi, en cas de victoire de François Hollande, de l'influence future des Fabius et autres Montebourg, qui figuraient dans le camp du « non » à la Constitution européenne en 2005.

Virgilio Dastoli, qui fut le bras droit d'Altiero Spinelli et qui préside actuellement le Mouvement européen-Italie, est sévère : « Jusqu'ici, nous déclarer-t-il, François Hollande et les autres leaders socialistes européens ne se sont entendus que sur un texte vide de sens. C'était en mars. Mais il faut plus de courage si l'on veut compter dans l'Union ! »

« Pour le moment, nous dit Denis MacShane, qui a été ministre des Affaires européennes sous Tony Blair, l'Europe est un projet malheureux, avec, ces derniers temps, Mme Merkel qui était derrière le volant, M. Sarkozy qui essayait de faire fonctionner le GPS et M. Cameron qui lisait Agatha Christie à l'arrière... Sérieusement, quelqu'un a-t-il dit des choses très positives sur l'Europe au cours de la campagne présidentielle en France ? Non. On manque de vision, on manque de leadership, on manque d'un projet pour les prochaines générations et étapes de la construction européenne. » Et qu'en est-il du Labour, au fait, qui a disparu des écrans radars ? « En ce moment, la position du Labour sur l'Europe, c'est un peu celle des trois singes : on ne veut rien voir, rien entendre et rien dire... »

MAROUN LABAKI
▶ P. 10-11 EN FRANCE



2012 : quatre hommes qui rêvent de pouvoir et d'un nouveau cap pour l'Europe. Hollande et, ci-dessus, Samsom (Pays-Bas), Gabriel (Allemagne) et Bersani (Italie). © AFP, AP.



« Je suis sûr que, cette fois, nous allons réussir »

ENTRETIEN
L'Autrichien Hannes Swoboda préside le groupe « socialiste et démocrate » au Parlement européen. C'est donc l'un des « rassembleurs » de la famille socialiste européenne.

Une victoire de François Hollande peut-elle changer la dynamique européenne ?

Absolument. D'abord parce que François Hollande va forcément changer la coopération entre l'Allemagne et la France. Et ensuite, parce que toute l'Europe voit maintenant les résultats négatifs du couple « Merkozy ».

Les socialistes et la gauche veulent une autre politique, une politique pas uniquement de rigueur, mais aussi d'investissements, de croissance et d'emplois. Avec François Hollande, nous n'allons pas changer le Traité budgétaire, mais nous allons changer l'interprétation de ce traité, en particulier pour ce qui concerne le déficit structurel. Nous voulons aussi ajouter des choses, comme la taxe sur les transactions financières. Je suis convaincu qu'on peut changer la politique économique et sociale en Europe. Les socialistes européens sont-ils unis, et prêts à être efficaces ? Après la chute du Mur, certains ont cru que le socialisme était fini et qu'il ne restait que le capitalisme. Même chez les socialistes, l'idée s'est insinuée que l'avenir était dans un capitalisme « modéré », dans une « troisième voie ». Tout cela s'est avéré inexact. Maintenant, on voit les fausses pistes de Merkel et Sarkozy, les effets négatifs de leur politique, en Espagne, en Grèce, etc. Et il y a surtout une volonté d'Europe sociale. Je suis sûr que, cette fois, nous allons réussir. Ce n'est pas un socialisme « à la Mélenchon », avec du nationalisme, du séparatisme. C'est une voie européenne, qui associera la rigueur budgétaire à long terme avec des politiques de croissance et d'emplois. Il faut trouver de vraies solutions. Parce que la crise est là. Et les gens votent aux extrêmes...
Propos recueillis par MAROUN LABAKI

« Je suis sûr que, cette fois, nous allons réussir »

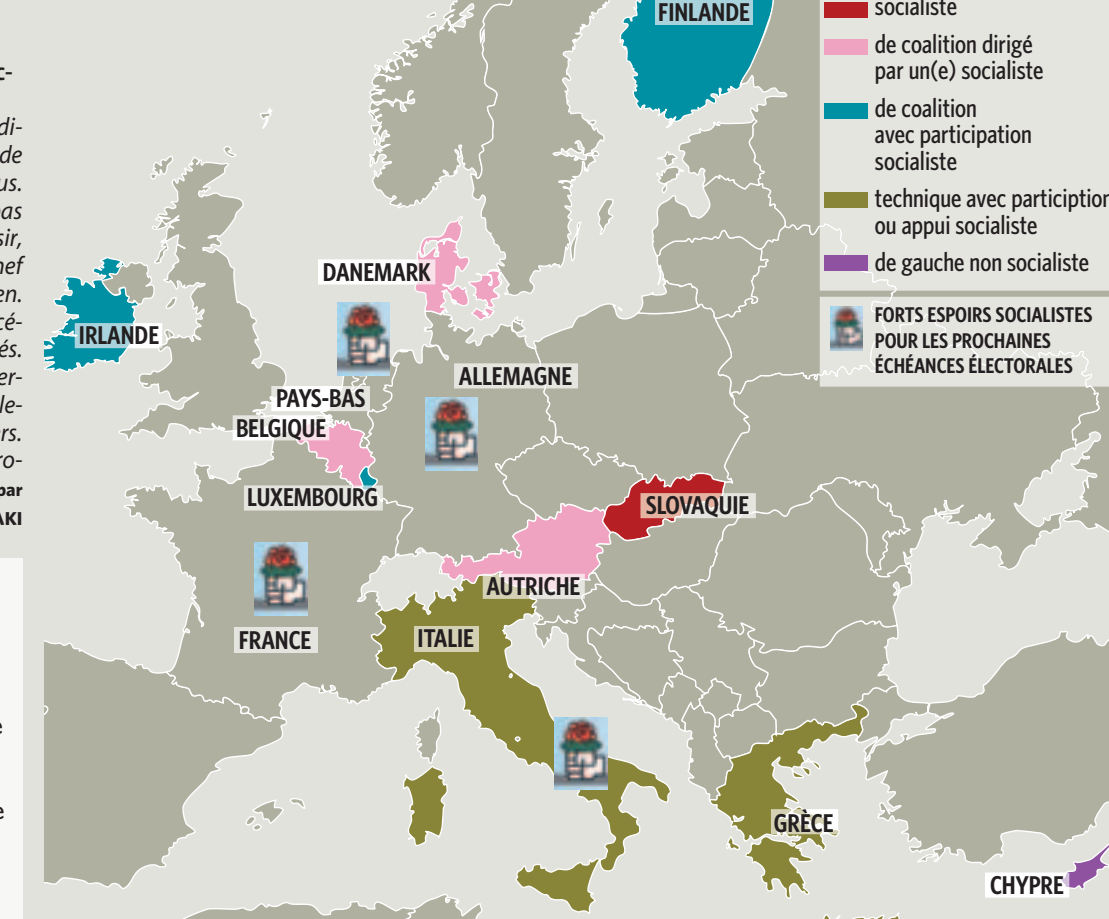
« Je suis sûr que, cette fois, nous allons réussir »

« Je suis sûr que, cette fois, nous allons réussir »

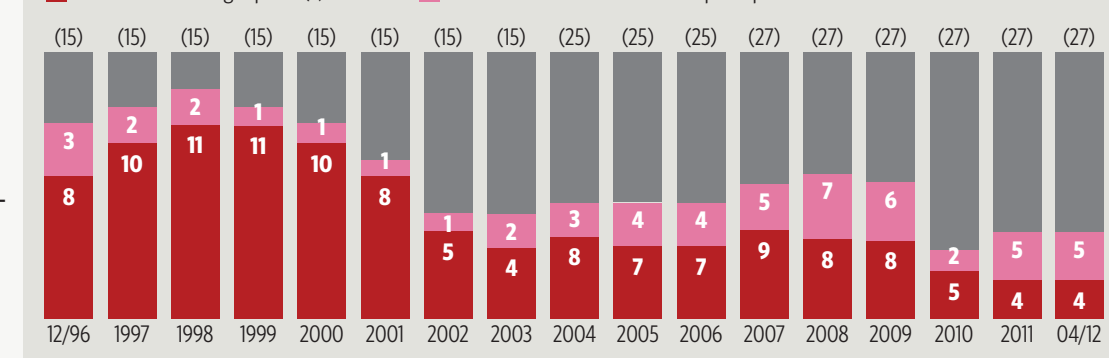
« Je suis sûr que, cette fois, nous allons réussir »

« Je suis sûr que, cette fois, nous allons réussir »

LES SOCIALISTES AU POUVOIR AUJOURD'HUI DANS L'UE



LES GOUVERNEMENTS SOCIALISTES DANS L'UE DEPUIS 1996



« L'échec des années 2000 »



1999 : des Premiers ministres socialistes aux commandes de trois grands pays de l'UE, le Royaume-Uni (Blair), la France (Jospin) et l'Allemagne (Schroeder). Tout ça pour ça ? © AFP.

« L'arrivée concomitante des partis socialistes en France, Allemagne, Grande-Bretagne, et partiellement en Italie, avec Romano Prodi, indique deux choses. D'une part, une logique d'alternance assez classique ; d'autre part, une envie de sortir du modèle libéral. Les années 2000 ont, par le retour de la droite au pouvoir, traduit l'échec des partis socialistes à montrer qu'ils constituaient une alternative à la libéralisation du marché en termes de gouvernance économique et surtout sociale à l'échelle européenne, mais aussi l'échec à pouvoir répondre à la priorité majeure, c'est-à-dire la question de l'emploi et du chômage. La famille socialiste/social-démocrate n'a pas su créer un modèle d'économie mixte à l'échelle européenne à l'image de celui de l'Etat-nation après la Deuxième Guerre mondiale. Aujourd'hui, les socialistes sont présents dans quatre gouvernements européens (UE) et ils pensent avoir le vent en poupe. Peut-on parler d'une montée de la gauche et donc d'une réussite d'un modèle alternatif européen ? Attention, il faut être prudent en affirmant une montée des partis socialistes en Europe. Les dernières élections en Espagne ont été catastrophiques pour les socialistes. Au Portugal, pareil. Pour l'instant, les sondages donnent 14 % au Pasok grec pour les élections du 6 mai. Les élections en Suède en 2010 ont été très mauvaises également. Il n'y a donc pas d'indication de remontée de la famille socialiste. En revanche, il y a bien sûr le cas français. Il y a ici une logique d'alternance mais aussi une logique de discours. Il y a une dynamique très forte de rejet de la personnalité de Nicolas Sarkozy. Quant à savoir si c'est un nouveau projet porté par le PS de François Hollande comme vecteur d'adhésion, je pense qu'il faut être plus vigilant. Il existe néanmoins, et c'est ce qu'on va voir dans les années qui viennent, des réflexions qui sont menées, en particulier à l'échelle du Parti socialiste européen (PSE). C'est une voie différente de celle qui a été imposée par les partis conservateurs du Parti populaire européen (PPE), en particulier par l'axe Merkel-Sarkozy, qui est la voie de la dérégulation, de la diminution des dépenses publiques, de l'austérité. C'est à l'échelle européenne, les partis socialistes vont-ils être capables de porter une voie différente et de mettre en avant cette idée d'économie mixte, une forme renouvelée de keynésianisme ? »

« L'arrivée concomitante des partis socialistes en France, Allemagne, Grande-Bretagne, et partiellement en Italie, avec Romano Prodi, indique deux choses. D'une part, une logique d'alternance assez classique ; d'autre part, une envie de sortir du modèle libéral. Les années 2000 ont, par le retour de la droite au pouvoir, traduit l'échec des partis socialistes à montrer qu'ils constituaient une alternative à la libéralisation du marché en termes de gouvernance économique et surtout sociale à l'échelle européenne, mais aussi l'échec à pouvoir répondre à la priorité majeure, c'est-à-dire la question de l'emploi et du chômage. La famille socialiste/social-démocrate n'a pas su créer un modèle d'économie mixte à l'échelle européenne à l'image de celui de l'Etat-nation après la Deuxième Guerre mondiale. Aujourd'hui, les socialistes sont présents dans quatre gouvernements européens (UE) et ils pensent avoir le vent en poupe. Peut-on parler d'une montée de la gauche et donc d'une réussite d'un modèle alternatif européen ? Attention, il faut être prudent en affirmant une montée des partis socialistes en Europe. Les dernières élections en Espagne ont été catastrophiques pour les socialistes. Au Portugal, pareil. Pour l'instant, les sondages donnent 14 % au Pasok grec pour les élections du 6 mai. Les élections en Suède en 2010 ont été très mauvaises également. Il n'y a donc pas d'indication de remontée de la famille socialiste. En revanche, il y a bien sûr le cas français. Il y a ici une logique d'alternance mais aussi une logique de discours. Il y a une dynamique très forte de rejet de la personnalité de Nicolas Sarkozy. Quant à savoir si c'est un nouveau projet porté par le PS de François Hollande comme vecteur d'adhésion, je pense qu'il faut être plus vigilant. Il existe néanmoins, et c'est ce qu'on va voir dans les années qui viennent, des réflexions qui sont menées, en particulier à l'échelle du Parti socialiste européen (PSE). C'est une voie différente de celle qui a été imposée par les partis conservateurs du Parti populaire européen (PPE), en particulier par l'axe Merkel-Sarkozy, qui est la voie de la dérégulation, de la diminution des dépenses publiques, de l'austérité. C'est à l'échelle européenne, les partis socialistes vont-ils être capables de porter une voie différente et de mettre en avant cette idée d'économie mixte, une forme renouvelée de keynésianisme ? »